

REMÉDIATION SCOLAIRE

La nouvelle bataille
de Benghebrit

La ministre de l'Education nationale compte s'attaquer à un nouveau problème à la rentrée. Nouria Benghebrit organisera une conférence nationale en octobre prochain sur la problématique de la remédiation scolaire. Il s'agit d'identifier les vraies lacunes de l'élève pour permettre sa mise à niveau.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - C'est dans la wilaya de Ghardaïa que la ministre de l'Education nationale prévoit le lancement de son nouveau chantier sur la remédiation scolaire. Comment identifier les lacunes et les faiblesses de l'élève et comment y remédier ? C'est ce que vont tenter d'expliquer les experts qui se réuniront le 1^{er} octobre prochain à Ghardaïa, au sud du pays.

Après avoir dégagé les causes des lacunes de l'élève, un dispositif d'intervention sous forme d'un soutien et d'un accompagnement scolaires sera ensuite mis en place pour une mise à niveau individuelle ou collective permettant de poursuivre sans difficulté l'apprentissage.

«Une fois les élèves ayant besoin d'un soutien scolaire identifiés, sur la base des erreurs commises

sur leurs copies d'examen, ils seront soumis à un accompagnement sous forme de cours de rattrapage durant les heures creuses ou dans les après-midi des journées du samedi et de mardi», nous explique-t-on au ministère de l'Education nationale.

Pour arriver à mettre en place ce système, la ministre de l'Education nationale a déjà mis sur pied des équipes de travail. Il s'agit, selon Nouria Benghebrit, d'analyser les résultats de tous les examens nationaux par discipline pour trouver sur quoi les élèves font des erreurs. Soit, identifier les erreurs les plus récurrentes et à quel niveau les élèves font des fautes. Ainsi, le système de remédiation sera construit, a-t-elle déjà expliqué, sur l'analyse des fautes et des erreurs commises par les élèves.



Nouria Benghebrit, ministre de l'Education nationale.

A partir de ce résultat, le ministère de l'Education compte ensuite assurer la formation des enseignants au système de remédiation. Ces derniers doivent, en effet, selon les orientations de M^{me} Benghebrit, distinguer entre l'erreur d'inattention que fait l'élève et les erreurs qui sont liées à la façon dont le programme a été dispensé.

Le département de Nouria Benghebrit, qui a également défini les mathématiques, l'arabe et les

langues étrangères comme matières à échec, a mis en place une autre équipe composée d'inspecteurs, de chercheurs et d'universitaires pour mener des recherches sur cette question. Par ailleurs, la ministre de l'Education nationale réunira aujourd'hui les directeurs de l'éducation des différentes wilayas en vue d'apporter les dernières retouches sur la rentrée scolaire, prévue le 4 septembre prochain.

S. A.

L'AFFAIRE DE LA CNAN REPORTÉE
AU 21 SEPTEMBRE

Miloud Brahimi crie au scandale

La détention provisoire de l'ex-P-dg de la CNAN va se prolonger. L'affaire Ali Boumbar a été, une nouvelle fois, reportée au 21 septembre et sa 29^e demande de mise en liberté provisoire rejetée. «Un scandale», s'insurge son avocat, M^e Miloud Brahimi, qui s'est déconstitué à l'occasion.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Les minutes qui ont précédé la fin du délibéré autour de la demande de mise en liberté provisoire de Boumbar Ali sont intenses. Ses avocats sont sceptiques. «Je me demande quel juge aura le courage de signer une liberté provisoire après quatre ans de détention préventive», nous confie M^e Miloud Brahimi. La veille, il avait annoncé sa décision de se déconstituer si le statu quo autour de l'affaire était maintenu. Une affaire pas comme les autres, une «humiliation pour la justice algérienne», confie l'avocat. A voix basse, il demande à Boumbar Ali son âge. «70 ans et un état de santé peu reluisant», lâche vertement



Une affaire pas comme les autres.

M^e Miloud Brahimi. «Il vivait tranquillement et a répondu à la première convocation du juge d'instruction sachant qu'il n'avait rien à se reprocher. Toutes ces années n'ont d'ailleurs fait que confirmer que le dossier est vide.» Selon l'avocat, les preuves se sont accumulées à chaque passage du dossier devant la justice. Boumbar Ali a été, tour à tour, accusé d'acte d'influence, association de malfaiteurs et détournement. La justice conclut pour chacun des chefs d'inculpation. «Il a été prouvé qu'il n'était ni malfaiteur, ni voleur, ni trafiquant, que lui reproche-t-on alors et que fait-il en prison surtout ?»

L'ex-P-dg de la CNAN est actuellement poursuivi pour dilapidation de biens publics, «ce qui ne veut rien dire», soutient son défenseur, «que fait-on des libertés individuelles dans l'affaire?»

Il rappelle qu'une instruction du président de la République avait été donnée en 2011 pour dépénaliser l'acte de gestion mais elle n'a jamais été appliquée. «On se débat malheureusement dans une affaire qui relève d'un acte de gestion.» Selon lui, la preuve par essence de l'innocence de son client réside dans deux faits. En 2015, et après étude du dossier, le juge qui devait rendre son

verdict avait ordonné un complément d'information. «Ce qui voulait dire que le dossier ne comportait aucune preuve contre mon client.» A ce moment, le procureur avait requis entre huit et dix ans de prison contre le prévenu et ses coaccusés. L'affaire est renvoyée à 2016. Un nouveau juge prend l'affaire en charge. Une fois de plus, il demande un complément d'information. «Ce qui voulait dire, une fois de plus, qu'il n'y a rien, le dossier est vide. Boumbar Ali est détenu depuis quatre ans pour rien, c'est complètement illégal.» Une situation en contradiction totale avec la loi, car la détention provisoire en cas de délit est limitée à huit mois. Il est 12 h passées.

Le juge du tribunal de Sidi M'hamed s'apprête à rendre son verdict. La 29^e demande de mise en liberté provisoire est rejetée. «Le miracle n'a pas eu lieu», soupire M^e Miloud Brahimi. Pour la première fois au cours d'une longue carrière qui s'apprête à s'achever, il prend la décision de se déconstituer, «pour ne pas servir d'alibi dans un tel scandale».

A. C.

CE MONDE QUI BOUGE

Réforme de l'école, le
retour
des inquisiteurs ?

C'est un éternel recommencement que l'instrumentalisation du religieux à des fins politiques. Ça devient même un grand classique de la scène politico-médiatique algérienne. Quand ce n'est pas le saccage de débits de boissons alcoolisées comme il y a quelques jours à Bouira, où la publication d'articles indignés comme celui de cette journaliste d'un quotidien arabophone contre la présence de femmes «nues» sur les plages algéroises – elles étaient en maillot de bain –, ce sont les réformes que veut introduire la ministre de l'Education Nouria Benghebrit qui soulèvent le tollé chez tout ce que compte l'Algérie comme forces réactionnaires et rétrogrades.

Après les chefs de la mouvance islamiste dite «modérée», Abderezak Mokri, leader du Mouvement pour la société et la paix (MSP, en fait l'acronyme en arabe de Hamas), et Abdellah Djaballah du FJD (Front pour la justice et le développement), puis l'Association des Oulémas, c'est au tour du président du syndicat des imams Djamel Ghoul de monter au créneau. Le crime de la ministre que la chaîne de télévision al-Maghribiya, basée à Londres, qualifie d'«obligée de la France et de sa langue» ? Celui de vouloir supprimer la langue arabe à l'école – en fait, elle veut introduire la langue maternelle parlée pour faciliter l'apprentissage des matières y compris l'arabe classique – réduire l'éducation religieuse et enseigner les matières scientifiques (quelle horreur !) en français ! Et selon Djamel Ghoul, de porter atteinte à «l'identité nationale et religieuse» des Algériens. Rien que ça ! Ce «syndicaliste» religieux menace même d'organiser un «prêche national» à la rentrée contre la ministre ! Tout ce beau monde, qui n'appelle jamais à manifester contre le terrorisme, demande sa tête.

A quelques semaines de la rentrée scolaire, après la fuite orchestrée des épreuves du bac, et surtout après une campagne ignoble accusant la ministre d'être juive – une photo d'elle coiffée d'un chapeau noir et portant des papillotes circule sur les réseaux sociaux – dans un contexte social qui s'annonce chaud et tendu – pratiquement tous les clignotants sont au rouge – avec un gouvernement désarmé face à la persistance de la baisse du prix du pétrole et socialement sur la défensive, les islamistes semblent avoir choisi le bon moment pour mettre la pression et avoir la peau de la ministre. D'autant qu'en la matière, il existe un précédent. En 2015, dans un registre différent, au terme d'une intense campagne, les milieux islamo-conservateurs et salafistes n'ont-ils pas réussi à faire annuler la circulaire libéralisant le commerce en gros des boissons alcoolisées édictée par Amara Benyounés, ministre du Commerce, que son prédécesseur, l'islamiste Mustapha Benbada, avait gelée depuis 2006 ?

Depuis les années 1960, l'école est un enjeu de taille pour les islamo-conservateurs, au point où ils ont réussi à en faire l'un des principaux vecteurs de diffusion de l'islamisme, dont certaines thèses se sont naturellement imposées comme un des marqueurs d'identité et d'appartenance. Aussi pas question pour les tenants du statu quo et de la régression que l'on y touche ; pas question donc pour cette nomenclatura islamo-conservatrice, dont les enfants sont scolarisés à l'étranger, pas en Arabie Saoudite bien sûr mais en Europe, que l'école forme et prépare l'enfant à la citoyenneté et à l'insertion dans la vie moderne. Car c'est leur pouvoir qui est en jeu. En attendant, faute d'une profonde réforme du système éducatif dans un sens moderniste et citoyen, dont on se demande si elle aura lieu un jour, elles sont de plus en plus nombreuses ces familles algériennes qui s'endettent pour mettre leurs enfants dans des écoles privées ou, pour celles qui en ont les moyens, qui les envoient à l'étranger.

Face à cette situation, les autorités sont placées devant un dilemme. Elles savent que le système éducatif algérien a besoin d'être réformé et qu'il faudra, au risque d'hypothéquer à jamais l'avenir du pays, soustraire l'école et nos enfants des mains des tenants de la régression et de l'obscurantisme. Aussi, la question est-elle de savoir si, dans le cas où les islamo-conservateurs mettent à exécution leurs menaces via les mosquées qu'ils contrôlent, le pouvoir politique va de nouveau céder à leur pression en suspendant (ou en vidant) une réforme de l'éducation qui, sans changer radicalement la situation, comporte quelques avancées susceptibles d'améliorer la qualité de l'enseignement ? Et ce, parce qu'il ne veut pas ouvrir un nouveau front alors qu'il risque d'avoir fort à faire par ailleurs : en effet, dans un contexte socialement tendu sur fond de baisse du prix du baril, il aura du mal à trouver des ressources pour financer la paix sociale.

H. Z.

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

Photo : Samir Sid

Photo : DR